

# Au Mali, les OP offrent des formations pratiques aux jeunes paysans pour l'agroécologie paysanne

Quels rôles peuvent jouer les organisations paysannes en matière de transition agroécologique ? Quelles initiatives et approches défendent-elles pour répondre aux enjeux de formation ? Éléments de réponses avec Ramadan Sylla, chargé d'agroécologie paysanne à la coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP-Mali) et responsable pédagogique au centre international de formation en agroécologie paysanne Nyéléni.

*Grain de sel: Quels sont les éléments essentiels à prendre en compte pour comprendre les parcours d'insertion professionnelle des jeunes agriculteurs au Mali aujourd'hui ?*

**Ramadan Sylla:** En matière d'insertion, le premier constat est que les jeunes ne se sentent plus à l'aise dans leur environnement aujourd'hui. Ils sont tentés de partir vers les grandes villes à la recherche d'un emploi. Cette responsabilité est partagée. Tout d'abord, le fait qu'ils ne soient pas chefs d'exploitation dans leurs terroirs joue un rôle: ils n'ont pas vraiment de contrôle sur les terres agricoles et n'ont plus de rôle à jouer dans le village. Cela est dû en particulier au développement d'une forme d'individualisme dans la production, ainsi qu'à la diminution de l'organisation collective du travail. Autrefois, celle-

ci permettait aux jeunes de participer aux travaux agricoles de manière structurée et en rotation. Ainsi, les travaux champêtres comprenaient le semis, le désherbage, la récolte, la fabrication d'intrants naturels, le stockage, ainsi que d'autres tâches d'entretien. Mais avec l'avènement de "l'agriculture conventionnelle", les jeunes ont commencé à acheter des pesticides et des engrais chimiques pour les envoyer au village. En conséquence, les bras valides ont été progressivement évincés. Lorsque l'on aborde cette question, ces éléments sautent aux yeux. Les jeunes n'ont plus de rôle à jouer dans une société dont ils sont obligés de s'éloigner. Ce vide est problématique et a constitué un terreau pour les réseaux djihadistes. Face à cela, la formation peut jouer un rôle important: dans la mesure où ceux qui sont passés par l'école occidentale ne trouvent pas de travail parce

que l'État ne recrute plus autant, beaucoup se tournent vers l'agriculture, mais sans connaissances ni compétences. La formation et l'orientation sont nécessaires car on observe une demande croissante de la part de jeunes. Auparavant la demande venait plus de leaders d'organisations paysannes (OP), qui, aujourd'hui sont vieillissantes. La tendance a changé et les jeunes veulent s'investir dans la transformation des systèmes agricoles. Un consensus se forme progressivement autour de la nécessité d'une agriculture durable. Je le constate concrètement puisque je coordonne ces formations décentralisées aux paysans et que dans ce cadre, je parcours des villages de Kaye à Tombouctou. La baisse des rendements, les impacts du changement climatiques y sont très visibles.

*GDS: Que recouvre le concept d'agroécologie paysanne ?*

**RS:** Cela a été officialisé lors de la mise en place de la plateforme nationale agroécologique du Mali en 2017. Cette rencontre a été initiée par l'Institut de Recherche et de Promotion des Alternatives en Développement (IRPAD), la Coordination Nationale des Organisations Paysannes et l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes. Des multinationales comme Monsanto osent parler d'Agroécologie aussi et continuent de tromper les paysans les plus démunis en manque d'information. D'autres acteurs portent aussi ce concept, mais ne partagent pas notre vision, il fallait donc s'en démarquer. Lors de la mise en place de la plateforme nationale, nous avons introduit le terme à l'échelle de la sous-région dans le manifeste de l'Agroécologie Paysanne (AEP). Ce document énonce des principes et les 7 piliers de l'AEP, définie comme l'ensemble des connaissances, des savoir-faire, des attitudes et des perspectives des paysans et paysannes pour atteindre la souveraineté



alimentaire. L'agroécologie est avant tout paysanne, elle vient du travail collectif, de la rotation des cultures, de l'association des cultures, de la sélection et de la conservation des semences paysannes sur lesquelles les paysans eux-mêmes ont un contrôle depuis la nuit des temps. Nous cherchons simplement à revitaliser ces pratiques ancestrales en les adaptant aux moyens modernes de diffusion, ainsi qu'au contexte.

**GDS:** *Historiquement, les OP appuient leurs membres (accompagnement, mutualisation et conseil agricole), et la frontière est parfois poreuse avec la formation agricole: quels types de formation proposent les OP?*

**RS:** Depuis l'avènement des programmes d'ajustement structurel, les États pauvres ont été contraints de se retirer du Conseil agricole et de s'ouvrir au secteur privé. Seules les filières agro-industrielles se sont intéressées à la formation des producteurs qui leur fournissent leurs matières premières. C'est le cas de la filière coton, très structurée au Mali, au sein de laquelle les paysans sont les mieux alphabétisés et formés. Mais tout au long des chaînes de valeur, il y a eu un énorme vide laissé. De plus, la recherche agricole ne dispose pas d'un budget suffisant dans le budget national, elle est étroitement liée au financement des partenaires financiers, qui très souvent ont leur propre agenda. Les résultats de la recherche, s'il y en a, ne sont accessibles qu'aux personnes les plus fortunées qui ont les moyens de se les procurer, et donc pas le paysan moyen ou pauvre. C'est là que les organisations paysannes sont intervenues pour combler le vide laissé par les États, compléter une offre insuffisante et inadaptée aux besoins de certains jeunes paysans. En ce qui concerne la CNOP, elle a un rôle plutôt syndical et ses fonctions sont la représentation politique et de défense des intérêts des producteurs. Elle fait office de passerelle entre les décideurs et les petits producteurs: elle diffuse les politiques, les textes réglementaires liés à l'agriculture au niveau national et international, et remonte également les informations et les préoccupations des producteurs aux décideurs. Ainsi, la CNOP peut être considérée comme le bras gauche du ministère du développement rural, car elle est plus proche des producteurs et plus centrée sur leurs préoccupations. D'un autre côté, il y a l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, créée par décret ministériel, pour jouer le rôle de bras droit du ministère de l'Agriculture et qui fait la promotion des prises de position de l'État en matière de développement rural et promeut également les textes réglementaires en tant que chambre consulaire.

## L'AGROÉCOLOGIE PAYSANNE EST L'ENSEMBLE DES CONNAISSANCES, DES SAVOIR-FAIRE, DES ATTITUDES ET DES PERSPECTIVES PAYSANNES POUR ATTEINDRE LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE

En ce qui concerne la formation, la CNOP propose non seulement une formation structurée dans le Centre International de formation Nyeleni (CIFAN), mais aussi des champs école paysans. C'est ce que nous appelons le service "Nyeleni Mobile". En tant que responsable pédagogique du CIFAN, je me déplace avec mon équipe de formateurs paysans vers ceux qui sont en demande de formation. C'est ce qu'on appelle la formation thématique décentralisée, où nous nous concentrons sur 2 à 3 thèmes spécifiques. Cependant, de tels centres sont rares au Mali. Mais grâce au dispositif mobile, un autre centre est actuellement en train de naître dans la région Centre, avec une OP locale auprès de laquelle je me rends régulièrement pour appuyer la mise en place du dispositif de formation et de dissémination de l'AEP. Aujourd'hui, on compte environ 1257 paysan-ne-s relais formé-e-s en AEP au CIFAN, dont près de 65 % de femmes.

En ce qui concerne l'État, il existe ce que nous appelons les centres d'apprentissage agricole (CAA) et les centres de formation professionnelle agricole. Ce sont des publics et des contenus différents: ceux dirigés par l'État sont plus académiques alors que le CIFAN est véritablement axé sur les paysans, et le dispositif de formation et de dissémination de l'agroécologie a été mis en place en étroite collaboration avec les paysans pilotes. Cela concerne l'ensemble des filières, les 4 sous-secteurs de l'agriculture au Mali, soit l'agriculture proprement dite, l'élevage, la pêche et pisciculture, et la foresterie. En raison de la guerre en Ukraine, il y a eu une pénurie d'engrais chimiques qui a poussé l'État à revoir sa position en faveur de l'agroécologie et à subventionner davantage l'engrais organique. Nos modules de formation en agroécologie paysanne ont été élaborés en collaboration avec les paysans, basés sur leurs connaissances. Nous avons rassemblé différents sous-secteurs de l'agriculture, tels que les riziculteurs, les maraîchers, les cotonculteurs et les céréaliers, ainsi que leurs savoirs, savoir-faire, savoir-être et leur vision de l'avenir, ainsi que leur mode de vie en société et leur organisation collective du travail pour défendre leurs droits. Toutes ces informations ont été recueillies pour concevoir des modules de formation concis, accompagnés d'illustrations, afin de faciliter leur compréhension.

Ces dernières années, les membres de la CNOP commencent à s'intéresser à l'agroécologie. Tous les membres voulant s'y engager doivent passer par le dispositif mis en place par la fédération. Il y a donc une harmonie au



L'agroécologie paysanne permet aux petits producteurs et productrices d'adapter leurs pratiques face au changement climatique, et d'en atténuer les effets dans le cadre de la souveraineté alimentaire.

Ramadan Sylla / CNOP

sein de la CNOP. En revanche, au niveau des chambres d'agriculture, certaines sont engagées dans l'agroécologie, tandis que d'autres ne le sont pas.

**GDS: Y a-t-il des évolutions ou approches permettant aux OP et/ou initiées par elles, de mieux développer leurs activités de formation? Quels leviers existent pour massifier son accès?**

**RS:** Les OP s'engagent progressivement dans la mutualisation des modules de formation, c'est ce qui s'est fait par exemple à l'Université Paysanne du ROPPA. Les centres de la sous-région peuvent mieux collaborer et s'organisent en réseaux de formation et de diffusion de l'agroécologie. Sur les outils aussi des innovations s'observent: la diversification des supports pour par exemple s'adapter aux zones sans électricité (posters en langues locales), numérisation des contenus, émission de radio nationale. Nous cherchons également à proposer des accompagnements à plus long terme, des formations par apprentissage où les apprenants ne repartent pas directement chez eux après la formation au centre mais peuvent mettre en pratique sur site, puis chez eux, puis de nouveau revenir au centre. Il s'agit ici de systèmes de formation académiques, différents de la formation continue.

**GDS: Comment voyez-vous la synergie entre Formation agricole – Conseil agricole – Accompagnement – Insertion?**

**RS:** Il y a cinq groupes d'enjeux. D'abord ceux liés à la recherche: il faut qu'elle soit concrétisée sur le terrain, avec une collaboration entre chercheurs et agriculteurs (p. 28). Il est important, qu'elle soit publique ou privée, que la recherche ne soit pas seule responsable des résultats, et qu'elle soit correctement financée pour ne pas être orientée sur les seuls objectifs des multinationales lorsqu'elles en sont les principaux bailleurs de fonds. Le budget national doit être davantage mobilisé.

Ensuite, il est important que les OP bénéficient de l'accompagnement de l'État pour faciliter la vulgarisation agricole, qui relève



L'initiative agroécologique de la CNOP porte sur la formation et la dissémination de l'agroécologie paysanne. Le principe est de former des formateurs et formatrices relais paysan-ne-s en agroécologie, en combinant formation de base, formations décentralisées et formations thématiques, et en accompagnant les dynamiques économiques engendrées.

Ramadan Sylla / CNOP

du rôle réglementaire de l'État. Dans le même ordre d'idées, il est nécessaire d'allouer un budget pour le développement rural, dédié à cette collaboration étroite entre les structures étatiques et le conseil agricole proposé par les OP.

Le troisième type d'enjeu concerne la cohérence des politiques. Il ne suffit pas d'adopter des textes réglementaires, il est également nécessaire de budgétiser un plan d'action pour leur mise en œuvre, ainsi que de prévoir des mécanismes d'accompagnement. Il faut se donner les moyens de la mise en œuvre. Aujourd'hui, nous constatons que les autorités de transition prennent différentes mesures pour mettre en œuvre les textes existants. Par exemple, la loi d'orientation agricole prévoyait l'adoption d'une loi sur le foncier agricole. Celle-ci a été adoptée 10 ans après la promulgation de la loi d'orientation agricole, en avril 2017.

Le quatrième groupe d'enjeux, c'est la formation. Nous voulons qu'elle prenne en compte l'agroécologie, qui devrait être enseignée dans les centres de l'État, au même titre que les autres matières. Les directions de l'éduca-

tion de base devraient également l'intégrer. Il est nécessaire que les processus de formation soient bien structurés, car actuellement ce n'est pas le cas.

Enfin, il y a l'enjeu de la commercialisation des produits agricoles. Comment établir des marchés territoriaux? Comment créer des marchés spécifiques pour les produits agroécologiques, tout en structurant au mieux ces marchés, y compris pour les produits conventionnels? Nous ne pouvons pas les interdire, car ce sont des Maliens comme nous qui les produisent. Il est donc important de trouver des moyens de coexister et de permettre à tous les acteurs de trouver leur voie, tout en offrant aux citoyens moyens un accès aux produits agroécologiques. ■

Propos recueillis par Alexandra Quet-Viéville

Ramadan Sylla



Coordination nationale des Organisations paysannes du Mali (CNOP), chargé d'agroécologie paysanne (AEP) et responsable pédagogique au Centre International de Formation en AEP (CIFAN Nyeleni)

**IL Y A CINQ GROUPES D'ENJEUX : LA RECHERCHE, L'ACCOMPAGNEMENT DES OP PAR L'ÉTAT, LA COHÉRENCE DES POLITIQUES, LA FORMATION ET LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGROÉCOLOGIQUES**